

International 6

Contre le campisme,  
reconstruire  
l'internationalisme

Histoire 11

Maroc: stagnation  
autoritairement  
entretenu

Féminisme 12

Cette vieillesse  
que je ne saurais  
voir

Journal 15

Ces raisons de lire  
ce journal vont vous  
surprendre

## SPÉCIAL

## UNIVERSITÉ

## DE PRINTEMPS

Édito

### RESSERRER LES RANGS

Cette année, l'Université de printemps de solidarités a pour ambition de défricher quelques-uns des « angles morts » de la gauche radicale. Cette expression recouvre deux types de limites dans les manières courantes d'analyser le

capitalisme et de s'organiser collectivement pour le combattre.

Tout d'abord, la gauche radicale doit reconstruire son sujet politique. Historiquement, la représentation du prolétaire promue par le mouvement socialiste était un homme

travaillant à l'usine, blanc, père de famille et en quête de respectabilité politique pour se faire une place au sein des institutions bourgeoises. Aussi porteuse qu'ait pu être cette figure ouvrière, elle ne correspond plus à la composition du prolétariat aujourd'hui – et elle n'y a d'ailleurs jamais correspondu. Comme l'a montré Nancy Fraser, le capitalisme n'est pas qu'un

mode de production opposant capitalistes et travailleur·ses : la sphère productive repose sur des « frontières » sociales (reproduction domestique de la force de travail; expropriation des terres et des corps des populations racisées, séparation formelle entre la politique et l'économie), qui constituent historiquement des conditions essentielles de l'exploitation capitaliste. →

Votations

SUISSE À 10 MILLIONS: L'UDC, UNE POPULARITÉ TRÈS PATRONNALE

3

Autrement dit, le prolétariat est traversé par d'autres rapports sociaux que les seuls rapports de classe qui en affectent profondément la composition.

L'analyse du racisme et du patriarcat comme des dimensions prégnantes de la structuration sociale du capitalisme contemporain fait l'objet d'un travail politique croissant au sein de la gauche radicale – même si beaucoup reste encore à faire. En revanche, d'autres dominations sociales restent encore trop peu considérées malgré le fait qu'elles nous concernent toutes, comme par exemple le validisme – qui repose notamment sur une norme sociale de productivité définissant la valeur des individus à l'aune de leur capacité à travailler.

Un autre ensemble d'angles morts concerne les transformations contemporaines du capitalisme lui-même. Certaines de ses mutations sont abondamment analysées : c'est notamment le cas du néolibéralisme, aujourd'hui entré dans une crise terminale favorisant la montée en puissance d'une extrême droite autoritaire.

En revanche, certaines « nouvelles » modalités du capitalisme contemporain restent encore peu considérées, alors qu'elles en constituent parfois les traits dominants : c'est notamment le cas de la question numérique, qui reste trop souvent analysée comme ne posant pas d'enjeux spécifiques. Les sept plus importantes valorisations boursoières à l'échelle mondiale sont pourtant aujourd'hui concentrées dans des entreprises du secteur technologique, ce qui signale un déplacement structurant des centres de gravité de l'accumulation capitaliste.

Travailler sur les angles morts de la gauche ne consiste pas à compliquer inutilement les analyses, ni à multiplier les débats abstraits. Il s'agit plutôt d'identifier des points de vulnérabilité politique pour tenter de les combler et consolider le mouvement réel pour l'émancipation sociale.

Face à l'offensive néofasciste propulsée par le capital, le camp des luttes doit resserrer les rangs sur une base unitaire, pour élargir sa base sociale et renforcer sa capacité à faire front.

La rédaction

# AGENDA

## Genève

MA 28 AVRIL  
APPEL AU BOYCOTT DE TEVA-MEPHA  
Table ronde

18 h Maison des associations, Genève

VE 1<sup>er</sup> MAI  
11 h Esplanade d'Uni Mail  
Hommage aux Brigadistes suisses

13 h Place Lise Girardin

Manifestation

16 h – 23 h Parc des Bastions

Village militant, discours et stands, festival antifasciste Avanti...

SA 2 MAI  
CONVOI FESTIF À VÉLO ET TRACTEUR  
CONTRE L'AUTOROUTE A 412

10 h 30 Départ gare de Chêne-Bourg

13 h Manif à Perrignier (France)

ME 20 MAI  
LE FIL ROUGE : 120 BATTEMENTS  
PAR MINUTE

Film de Robin Campillo (F, 2017, 143')

18 h 30 Fonction Cinéma

## Vaud

ME 29 AVRIL  
SOLIDARITÉ INTERNATIONALE  
CONTRE L'AGRESSION IMPÉRIALISTE  
Table ronde

18 h 30 La Datcha, Lausanne

VE 1<sup>er</sup> MAI  
Cortège puis concerts  
17 h 30 Place de la Riponne, Lausanne

2 MAI → 13 JUIN  
STANDS DE CAMPAGNE POUR  
UN SALAIRE MINIMUM CANTONAL  
9 h → 14 h Place du 14-Juin, Lausanne

JE 7 MAI  
LE SALAIRE MINIMUM LÉGAL :  
UN OUTIL FÉMINISTE DE LUTTE  
CONTRE LA PRÉCARITÉ  
Meeting avec Rachel Kéké, Waleska  
Arias, Claire Duris et Gabriella Lima  
20 h Pôle Sud, Lausanne

## REJOIGNEZ-NOUS!

Marre de rester simple spectateur-ice-x, envie de participer, d'une manière ou d'une autre, à la construction d'un autre monde? Alors n'hésitez pas, rejoignez solidarités!

→ solidarites.ch/rejoignez-nous

## AVEZ-VOUS BIEN PAYÉ VOTRE ABONNEMENT?

Votre journal a besoin de vous! Merci de vous assurer que votre abonnement pour l'année est bien réglé!

→ Sur notre site : solidarites.ch/abonnements

→ Par Twint, en scannant ce QR code



SA 23 MAI  
FORMATION SUR L'ÉCOSOCIALISME  
13 h Le Milan, Lausanne

## Neuchâtel

JE 30 AVRIL  
FÊTE DU TRAVAIL

Manifestation, prises de parole (Droit de Rester, P.-Y. Maillard...), musique, bar, grillades...

17 h Fontaine de la Justice, Neuchâtel

VE 1<sup>er</sup> MAI  
1<sup>er</sup> Mai à Fleurier: musique, bar...

10 h 30 Place de la Gare, Fleurier

1<sup>er</sup> MAI À LA CHAUX-DE-FONDS  
Bar, restauration, musiques portugaise et albanaise, chorales de la région  
Manifestation à 14 h

11 h Aula des Forges

JE 28 MAI  
PROLÉTAIRES DE TOUS LES PAYS,  
QUI LAVE VOS CHAUSSETTES?  
Conférence de Noémie Rentsch

19 h 30 Espace des solidarités, Neuchâtel

SA 30 MAI  
ARPENTAGE COLLECTIF  
Extraits tirés de *La Puissance féministe ou le désir de tout changer* et *Théories féministes Voyageuses, internationalisme et coalitions depuis les luttes latino-américaines*  
11 h → 14 h solidarités, Neuchâtel

## National

VE 8 → DI 10 MAI  
UNIVERSITÉ DE PRINTEMPS DE  
SOLIDARITÉS  
Attention: l'hébergement est complet.  
Si vous désirez venir assister aux conférences et ateliers, contactez-nous à info@solidarites.ch  
Torgon (VS)

SA 13 & DI 14 JUIN  
NO G7  
Village militant et grande manifestation. Suivez le compte Instagram @nog7\_2026!  
Genève

Impressum  
Editeur  
Journal solidarités  
Case postale 2089  
1211 Genève 2  
T +41 22 740 07 40  
E journal@solidarites.ch  
W solidarites.ch/journal

Tirage  
5 000 exemplaires  
17 n° par an  
Comité éditorial  
Nadia Badouci  
Clément Bindschoedler  
Antoine Dubiau  
Aude Martenot  
Guillaume Matthey  
Noémie Rentsch  
José Sanchez  
Léon Violet  
Relecture  
Luna Alloux  
Pierre Conscience  
Nathalie Delbrouck  
Anouk Essyad

Pierre Reboud  
Zélie Stauffer  
Françoise Wos  
Maquette et mise en page  
Niels Wehrspann  
Couverture  
Niels Wehrspann  
Nils Wehrspann

Abonnements  
Annuel  
Étudiant·es, chômeur·euses, AVS/Al...  
Soutien  
3 mois à l'essai  
Pour payer: CCP 17-216950-1  
IBAN CH28 0900 0000 1721 6950 1  
Demandes d'abonnement et changements d'adresse:  
▶ abos@solidarites.ch  
fr. 80  
150  
40  
Gratuit!

Contacts régionaux du mouvement  
Genève  
25, rue des Gares  
Case postale 2089  
1211 Genève 2  
T +41 22 740 07 40  
E info@solidarites.ch  
W solidarites.ch/genève

Neuchâtel  
Case postale 3105  
2001 Neuchâtel  
T +41 79 473 83 81  
E ne@solidarites.ch  
W solidarites.ch/ne

Vaud  
1003 Lausanne  
T +41 79 402 28 74  
E vaud@solidarites.ch  
W solidarites.ch/vaud



Les ténor-es du parti chantent lors de l'assemblée des délégué-es de l'UDC, Schaffhouse, 16 août 2025

**National** **Votations** **Racisme** **Immigration** «SUISSE À 10 MILLIONS»

# L'UDC, UNE POPULARITÉ TRÈS PATRONNALE

Le 14 juin de cette année, on vote sur l'initiative de l'UDC contre «une Suisse à 10 millions». Certes, elle est inapplicable, s'attaque aux droits de tou·tes les salarié-es du pays tout en visant une part minimale des étranger·ères. Mais cela n'empêche pas l'UDC, parti qui combat toute mesure environnementale, d'inonder le pays de son discours xénophobe sous prétexte de «durabilité».

**A**vec l'initiative «Pas de Suisse à 10 millions», l'idéologie de la stigmatisation que propage l'UDC sert, une fois de plus, de porte d'entrée pour accentuer la division entre les salarié-es par la peur de l'Autre. C'est une peur profondément enracinée en Suisse, en raison de la longue histoire de méfiance et de mesures anti-étrangers des autorités politiques. Mais aussi en raison de l'absence d'opposition politique sur le plan institutionnel et d'opposition syndicale sur les lieux de travail.

L'objectif de cette stratégie : étouffer dans l'œuf toute tentative d'affirmation sociale, politique ou syndicale autonome

envers le pouvoir ou les institutions, tenter de neutraliser toute émergence d'une conscience collective solidaire.

## **Autour de la nature sociale de l'UDC**

En plus d'une rhétorique du «*bon sens populaire*» qui en appelle constamment à l'évidence des choses, nous pouvons schématiser la politique menée par l'UDC par ces cinq grands traits :

- Une rationalisation accélérée de l'appareil de production par la volonté de réduire massivement la main-d'œuvre, d'où la psychose contre l'immigration non-choisie.
- Un abaissement du salaire di-

rect et indirect, d'où la défense du salaire au mérite, l'opposition aux négociations collectives, l'exigence de réduction drastique des dépenses sociales.

- Un abaissement des impôts et des taxes, une défense systématique de la propriété privée, des libertés économiques et du chacun pour soi, d'où l'hyper-libéralisme.
- Un mépris pour toute personne ou groupe qui ne s'assimile pas aux formes d'un capitalisme débridé, surtout pour les étranger·es «*non-assimilé-es*».
- Le soutien à une production électrique d'origine nucléaire et à la consommation des énergies non-renouvelables.

## **Parti patronal jouant le rôle de parti populaire**

Nous pouvons qualifier l'UDC d'extrême droite parlementaire néo-conservatrice-identitaire. Pas de fasciste, même si ses affiches et certains discours y ressemblent, ni populiste, une notion trop floue.

C'est le premier parti politique suisse, mais il se positionne en parti d'opposition :

- Un parti du patronat le plus dur, qui joue le rôle de parti « du peuple ».
- Un parti qui parle en minoritaire, devenu le premier parti du Conseil national entre 1971 (date de sa création) et 1999, présent aujourd'hui dans tous les parlements cantonaux.
- Un parti hyper conservateur qui se revendique de la modernité.
- Un parti phobique de l'étranger qui compte bien des membres d'origine étrangère.
- Un parti qui se bat contre l'homosexualité qui compte un groupe Gay UDC.
- Un parti qui combat les droits égaux pour les femmes, la contraception gratuite, l'avortement, qui regroupe bien des femmes.

En revanche, l'UDC est un parti islamophobe et arabophobe, mais pas antisémite, « nous laissons entrer en Suisse des personnes qui haïssent les chrétiens et les juifs », disait Marcel Dettling à l'Assemblée des délégué-es de l'UDC Suisse en janvier de cette année. Cela va jusqu'à l'obsession. En effet, dans un encadré publié dans le quotidien *Le Temps* (« Grâce aux naturalisations automatiques. Les Musulmans bientôt en majorité ? ») en décembre 2004, David Vaucher présentait des chiffres prévoyant que les personnes musulmanes seraient en majorité en 2040, et même 144 % de la population si l'on prolongeait ses chiffres jusqu'en 2050 (*sic*).

Reste une interrogation fondamentale : Comment des théories si ineptes peuvent-elles avoir cours ? Répondre que ses adeptes sont des crétins n'explique pas comment des propos aussi nauséux et simplistes peuvent mobiliser des masses.

## **Contextualisation du vote UDC**

Pour comprendre le fait que le discours de l'UDC ne donne que dans l'idéologie, le fantasme, la légende, nous devons tenir compte de plusieurs éléments. D'abord, quelque 50 ans de défaites des salarié-es à l'international et en Suisse ont remis en cause les acquis sociaux et salariaux d'après-guerre. ➔

Ensuite, au cours de ces décennies, les partis de gauche et les syndicats se sont intégrés à l'appareil d'État, en même temps que les gauches anticapitalistes étaient marginalisées.

De plus, de cette période sont également issues deux générations n'ayant pas vécu les luttes sociales et démocratiques des années 1960 à 1980 et qui n'ont connu que des défaites ou des victoires très partielles. À cela s'ajoute la fragilisation des couches moyennes et des petites patronnes, par l'externalisation des productions (petites entreprises et indépendantes).

Enfin, on observe dans cette période une arrivée massive d'immigrés sous l'effet conjoint de la croissance économique, de la consommation de masse et donc de la croissance de la production, du besoin de plus de main-d'œuvre et de la décroissance démographique.

La conjonction entre ces divers phénomènes, a fourni le carburant aux xénophobes pour de passer du mépris à la désignation du mouton noir coupable de l'érosion des conditions de vie.

Tout cela ne vient pas de simples changements d'idées, mais est concomitant à trois tendances de fond du capitalisme depuis la fin du 20<sup>e</sup> siècle.

Un : une crise de suraccumulation de la (capacité de) production induisant une immense accumulation de capital fictif constitué de droits sur la valeur et la plus-value et de produits financiers dérivés. Ils permettent une appropriation de valeur et de plus-value, actuelles

comme à venir (François Chenais, « Crise de suraccumulation mondiale ouvrant une crise de civilisation », *Inprecor*, janvier 2010).

Deux : une place de plus en plus importante prise par les rentiers (qui s'approprient de profits sans produire) dans les secteurs décisifs de l'économie, ce qui accroît la concentration de la propriété des moyens de productions et induit une marchandisation « *de plus en plus de dimensions de notre existence en réponse à [ces] insuffisances productives* », comme l'explique Diogo Machado (« Nouvelles et anciennes oligarchies. Les transformations du régime d'accumulation du capital », *Inprecor*, janvier 2026).

Trois : ces évolutions renforcent l'oligarchie, l'autoritarisme, qui vont de pair, et avec cela les inégalités sociales.

Le dernier *Rapport sur l'inégalité dans le monde (World Inequality Report 2026)* explique comment « *les bénéfices de la mondialisation et de la croissance économique ont profité de manière disproportionnée à une petite minorité, alors qu'une part importante de la population mondiale ne parvient pas à assurer sa subsistance.* » et à cette course à l'inégalité, la Suisse est dans le peloton de tête (cf. « Pirate et flibustiers en Helvétie », *Services publics*, janvier 2026).

### Terrain politique nouveau

Dans ce contexte porteur de tensions et d'anxiétés, la double perte de sens du travail collectif et du vivre en société, le repli sur soi dû à la transformation des processus de production et de distribution,

l'atomisation des relations de travail, la réaffirmation d'un double dualisme social (conjonction d'enrichissement et d'appauvrissement) et territorial (affirmation de régions ou quartiers de plus en plus aisés et protégés et de plus en plus pauvres et marginalisés) et l'exacerbation du contrôle sur la personne et les collectivités, renforcent les comportements darwinistes sociaux. Tout cela crée un terrain politique très favorable aux peurs, aux replis identitaires, à la recherche de boucs émissaires. (Précisons que nous ne confondons pas l'humanisme de la pensée de Charles Darwin avec le massacre de sa pensée perpétré en son nom qu'est le darwinisme social.)

Avec l'accumulation des défaites des salarié·es et l'intégration des ex-oppositions, le renforcement des droites bourgeoises les plus dures, les néo-conservatismes font florès, le pouvoir politique contrôle davantage les institutions, le patronat a le champ libre.

Les dominant·es et leurs porteur·es ont des autoroutes devant elleux. Les prébendes et abus financiers, les violations des normes protectrices des salarié·es et de la personne sont sinon plus nombreux, du moins pratiqués de manière plus décomplexée. Cela ouvre un vaste espace pour les « anti-système » de tout bord de droite ou venant de gauche.

À ce stade, il ne faut pas oublier que les pouvoirs ont derrière eux les expériences rhétoriques et propagandistes de plus de 600 ans de colonialisme, d'autoritarisme, de

racisme, de fascisme, de xénophobie, d'oppression de la différence, outre les permanentes misogynie et haine des non-normés.

### Habituer à la déshumanisation

Ce n'est pas un hasard si les thèmes du « *grand remplacement* », de la « *remigration* » s'imposent au 21<sup>e</sup> siècle. L'UDC nomme cela la « *modification irréversible de la structure de la population* » (UDC, « La politique migratoire suisse est un fiasco – nous accueillons trop d'étrangers, qui plus est les mauvais », janvier 2023). Thèmes qui font irruption dans les partis institutionnels – pas uniquement l'UDC – et dans les gouvernements locaux. Comme avec la loi sur la laïcité à Genève et son application de plus en plus rigide.

Les attaques contre les maillons faibles de l'immigration ont toujours été violentes. Successivement, pendant plus de 150 ans, contre Roms, Allemand·es, Français·es, Italiens·es-Espagnol·es, Portugais·es, Tamoules, Africain·es du Nord et Subsaharien·es noir·es, Musulman·es, requérant·es d'asile, se cumulant à chaque étape. Et aussi contre les couches les plus marginalisées : Tsiganes-Sinti-Jenish, Juif·ves, miséreux·ses (aide sociale, orphelin·es, vagabond·es, « déficient·es mentaux·ales », femmes-mères, prostituées, etc.). Actuellement ce sont les Roms, les marginalisé·es, les musulman·es et requérant·es d'asile qui sont la cible principale sans que l'antisémitisme ait reflué. Les exemples sont légion.

## ÉLÉMENTS STATISTIQUES SUR LA DIVERSITÉ DE LA SUISSE

Dans les innombrables documents produits à la chaîne par l'UDC, nous ne trouvons pas de définition de l'identité. L'identité est une sorte d'impasse logique qui va à rebours de l'hospitalité, du mot hôte qui, se fondant dans l'échange entre le nous et l'autre, désigne, en français, en un seul vocable autant celui qui reçoit que celui qui est accueilli.

L'instrumentalisation politique de l'identité sert à refuser ce qui n'est pas identique (visant l'assimilation et non l'intégration, qui serait la reconnaissance des différences). Si l'on considère les personnes nées à l'étranger, les mariages entre « suisses » et « étrangers », les naturali-

sations, le très grand nombre d'enfants étrangers dans les écoles et de salarié·es étrangères dans la population active, il est indiscutable que « *suisse* » et « *étranger·e* » sont deux notions non seulement consubstantielles mais aussi totalement imbriquées et en osmose.

### Population résidente

La Suisse compte 9 100 000 habitant·es en 2025. En 2024, la population résidente de nationalité étrangère (2 479 888 habitant·es) constitue le 27 % du total de la Suisse. La même année, le 25 % des immigrés sont arrivés par regroupement familial. Parmi la population résidente étrangère,

36 % proviennent de l'un des 4 pays limitrophes. Si l'on compare la Suisse, avec ses 27 % d'étrangères, aux États de l'Union européenne (UE), elle vient en 2<sup>e</sup> position – à égalité avec Malte et après le Luxembourg (47 %).

La population née à l'étranger (et non « étrangère »), passe, elle, à 33 % de la population totale en 2024. Parmi ces personnes nées à l'étranger, le 55 % sont en Suisse depuis 10 ans ou plus.

En 2024, les requérant·es d'asile permis N (11 511 personnes), les réfugié·es permis F admis à titre provisoire (40 228) et les réfugié·es reconnus permis B ou C (89 300) représentent respectivement le 0,1 %, le 0,4 % et le 1 % de la

population totale du pays. Quant aux personnes à protéger (permis S, venant d'Ukraine, 60 666) elles représentent le 0,7 % de la population totale. À retenir que le total de tous les permis d'asile et de protection constitue le 2,2 % de la population résidente totale.

Chaque année autour de 35 % des mariages conclus concernent des unions où seul un partenaire est suisse, ce qui représente quelque 390 000 mariages en 10 ans ou 780 000 habitant·es.

Il y a eu 40 000 naturalisations en 2024. Si on établit la comparaison en termes de naturalisations pour mille résident·es, la Suisse vient en 5<sup>e</sup> position avec 4,5 ‰ à égalité avec l'Irlande, tandis que le pays qui a la plus importante proportion d'étranger·es, le Luxembourg, est celui qui naturalise le plus (8,8 ‰). Si les conditions de naturalisations

Cette pression constante est désormais entrée dans l'habitus des instances politiques, des droites, mais aussi des syndicats (nous avons même un xénophobe patenté, Jean-Luc Addor, à la tête d'un syndicat membre de l'Unions syndicale suisse) et des socialistes. C'est une habitude de larges couches de la population pour une déshumanisation des politiques d'asile, sociale, de répression et des procédures administratives.

### Nouvelles technologies et utilitarisme

Sur cette toile de fond, la déconnexion profonde des nouvelles technologies par rapport au savoir des masses, l'utilitarisme technologique pour économiser des postes de travail et pour l'hyper contrôle, renforcent le hiatus dominé-es-dominant-es. Laisant une place aux tenant-es de l'anti-système et des complots de toute sorte, de l'islam, du judaïsme, des immigré-es, tous coupables d'un « grand remplacement ». Cette dernière théorie postulant que les autres, les immigré-es, cherchent à remplacer ou à supprimer les cultures et les peuples de « nos » pays.

### Retour sur l'UDC

Ce qui définit la nature sociale de l'UDC, son poids politique, ses contradictions apparaissent comme acceptables ou cohérentes à d'importantes couches sociales dominantes et populaires. Car l'UDC désigne ce qui semble évident pour faire passer la haine du-de la collègue étranger-e et donc la rivalité entre collègues de travail ou cohabitantes d'un lieu. Comme lorsqu'elle

accuse les victimes d'être les coupables. Par exemple en accusant les frontalier-es ou les immigré-es de faire baisser les salaires, alors qu'ils se font infliger des salaires plus bas par les patron-nes, ou en reprochant aux étranger-es d'être coupables de la crise du logement, alors que ce sont les grands propriétaires fonciers et immobiliers qui ne construisent pas assez et pas assez bon marché.

S'il n'y a pas de fatalité à la victoire du discours et des politiques de l'UDC, encore faut-il savoir comment les combattre. Face à cette lame de fond toute bataille sociale, politique ou syndicale devrait être axée sur l'unité des travailleur-ses. Ce qui signifie défendre l'égalité des droits sociaux, de santé, locatifs, salariaux, politiques et syndicaux. En couplant cela aux droits de résidence, à la reconnaissance de chaque culture, à la régularisation des sans-papiers, à la naturalisation facilitée, à une politique d'asile et de protection et au refus de toute ségrégation (permis, contingent, etc.).

En somme, pour reprendre les mots de l'encart ci-dessous : si l'on considère les personnes nées à l'étranger, les mariages entre « suisses » et « étranger-es », les naturalisations, le très grand nombre d'enfants étrangers dans les écoles et de salarié-es étranger-es dans la population active, il est indiscutable que « suisse » et « étranger-ère » sont deux notions non seulement consubstantielles mais aussi totalement imbriquées et en osmose. Défendre les droits de l'un signifie défendre les droits de l'autre.

Dario Lopreno membre du Syndicat des services publics SSP/VPOD

en Suisse sont inutilement dures, elles n'attirent pas plus dans la majorité des pays de l'UE.

En 2025, 28 % des enfants de 4 à 15 ans en Suisse sont étrangers, les proportions sont à peu près les mêmes dans la scolarité obligatoire du pays.

### Population active

En 2025, la Suisse compte 5 365 000 actif-ves, dont 65 % de Suisses, 35 % d'étranger-es (alors que ces dernier-es constituent le 27 % de la population totale active ou non active). Si l'on calcule en équivalents plein temps (et non en emplois, qui peuvent être à temps partiel), la part des étranger-es monte à 37 % de la population active occupée.

En 2025, le taux d'activité des 0 à 99 ans est de 55 % pour les Suisses, et 64 % pour les étranger-es tandis que celui des 15

ans et plus est respectivement de 65 % et 75 %. La Suisse présente ainsi le septième taux d'activité le plus élevés des étrangers (à égalité avec la Lituanie et le Portugal) en comparaison avec les 27 pays de l'Union européenne.

En faisant le bilan des cotisations sociales versées et des prestations sociales reçues (Assurance vieillesse survivants AVS, Assurance invalidité AI et Allocations pour perte de gain APG), de 2005 à 2025 (tous les cinq ans), nous obtenons un rapport prestations (dépendantes) sur cotisations (reçues) de 74 % pour la population active née à l'étranger et de 115 % pour les personnes nées en Suisse. En somme, les étranger-es cotisent bien plus qu'il/elles ne reçoivent. DL

Sources : OFS, Eurostat, touteurope.eu. Sandro Favre, Reto Föllmi, Josef Zweimüller, « L'immigration a un impact positif sur le premier pilier », sozialesicherheit.ch, 30 novembre 2023)



Rassemblement contre les violences sexistes, Genève, 25 novembre 2023

## UN NON SOLIDAIRE AVEC LES FEMMES MIGRANTES

L'initiative « Pas de Suisse à 10 millions », soumise à la votation le 14 juin prochain, touchera entre autre directement les femmes et les minorités de genre. En tant que féministes, nous nous y opposons fermement.

La votation sur l'initiative de l'UDC qui veut limiter la population suisse à 10 millions aura lieu le 14 juin, jour symbolique pour la lutte féministe. C'est l'occasion pour nous de souligner comment cette initiative touche durement les femmes et les minorités de genre.

Concrètement, l'initiative vise deux mesures. D'abord, le refus de tout droit de rester, ce qui équivaut à la fin du droit d'asile. Or, les femmes et les minorités de genre sont les premières victimes des violences, des guerres et de la misère. Les refouler, c'est les vouer à la souffrance, souvent à l'emprisonnement et à la mort.

Ensuite, le regroupement familial serait interdit, ce qui va avoir de graves conséquences sur les femmes, car elles sont majoritaires à rejoindre leur conjoint. L'UDC les obligerait à rester « au pays » et à élever seules leurs enfants ou à venir en Suisse clandestinement. Ce serait le retour des « enfants du placard », que la Suisse a connu lorsque les saisonniers n'avaient pas le droit de faire venir leurs familles.

L'initiative de l'UDC fait par ailleurs un déni de réalité. Car force est de constater qu'aujourd'hui en Suisse, beaucoup de secteurs d'activité ne fonctionneraient pas sans le travail

des immigrées. Ainsi, en Suisse romande, 40 % du personnel des hôpitaux et des cliniques est issu de la migration et les femmes y sont majoritaires. Leur part est encore plus grande dans des secteurs moins valorisés, comme les soins à domicile, les EMS, le nettoyage, l'hôtellerie-restauration.

Au-delà de cette initiative, rappelons que l'UDC – dont le président Marcel Dettling considère les études genre comme un « délire » (24 Heures, 16.4.2026) – instrumentalise la cause féministe à des fins xénophobes, comme le fait d'ailleurs toute l'extrême droite européenne. Dans sa propagande, les hommes immigrés sont les responsables des violences sur les femmes blanches et de l'oppression de « leurs » femmes. Celles-ci auraient besoin d'être libérées. Ce discours a été déployé lors de la campagne pour l'initiative contre la burqa, que l'UDC a gagnée en 2021. Or, les violences de genre, notamment les féminicides qui constituent la pointe de l'iceberg, sont commis par les époux, compagnons ou ex, suisses ou étrangers, et non pas par des inconnus. L'oppression patriarcale n'a pas de nationalité.

Mobilisons-nous pour faire échec à cette initiative xénophobe et antisociale !

Michela Bovolenta

# CONTRE LE CAMPISME, RECONSTRUIRE L'INTERNATIONALISME

Face à la recomposition de l'impérialisme, le mouvement internationaliste est fragmenté par les positions « campistes » qui se focalisent sur la géopolitique et désarment les peuples, en leur niant toute agentivité sociale et politique. Une plénière de notre Université de printemps sera dédiée à la construction d'un internationalisme « par en bas ». Entretien avec Juan Tortosa, militant de solidarités Genève.

**Le terme *internationalisme* est souvent utilisé sans être vraiment défini : qu'est-ce qu'il signifie pour toi aujourd'hui ?**

L'internationalisme est une tradition que nous, en tant que socialistes, revendiquons et pratiquons dans notre quotidien politique depuis deux siècles. Il repose sur l'idée que l'exploitation et l'oppression sont globales et qu'aucune émancipation locale ne peut être durable : si elles existent en un lieu, cela signifie qu'elles existent partout. Ainsi, personne ne sera libéré-e tant que toutes et tous ne seront pas libres. Ce n'est donc qu'à travers le soulèvement de tous les peuples que nous pourrons dépasser le système capitaliste et construire un monde juste pour toutes et tous. Parce qu'elles sont articulées au combat anticapitaliste, les luttes féministes, écologistes, antimilitaristes ou encore syndicales sont ainsi traversées par l'impératif internationaliste.

Face à l'impérialisme, en réponse à l'effondrement écologique et politique qui en découle, l'internationalisme est une nécessité stratégique – et même la condition de possibilité de la révolution écosocialiste. C'est-à-dire qu'il n'y a pas de manière de penser la Révolution sans la vieille, fameuse et plus actuelle que jamais phrase de Marx et Engels : « *Travailleurs du monde, unissez-vous* ».

**Comment l'internationalisme a-t-il été théorisé puis mis en pratique dans l'histoire du mouvement ouvrier ?**

Le premier internationalisme s'oppose aux nationalismes nés

au 18<sup>e</sup> siècle. Sa première grande expression se trouve dans la rébellion des colonies nord-américaines contre la Grande-Bretagne et dans le renversement de l'absolutisme en France. À cette époque, les effets de la Révolution industrielle avaient déjà changé de manière substantielle les formes de production, les relations de travail et la société en général. Cette période fut marquée par d'intenses luttes, mais aussi l'échec des révolutions libérales, ce qui marqua le début des luttes révolutionnaires pour le socialisme.

C'est dans ce moment de grande convulsion sociale que Karl Marx et Friedrich Engels écrivent le *Manifeste du Parti communiste* (1848), où ils posaient la nécessité de la défense des intérêts communs des classes travailleuses de tout le monde face à la bourgeoisie qui opérait internationalement. Surgit alors explicitement la première formulation de l'internationalisme comme forme d'organisation du prolétariat du monde entier pour la défense de ses intérêts de classe.

À la fin des années 1860, les principaux États industriels ont adopté une politique chauvine basée sur le darwinisme social : la loi du plus fort et l'hostilité envers d'autres peuples et nations étaient nécessaires pour que l'impérialisme prêche sa supériorité. Quelques années plus tard, en 1864, surgit la Première Internationale – l'Association Internationale des Travailleurs. Une organisation associant des syndicalistes, des socialistes, des anarchistes et des

républicain-es qui avaient pour objectif commun d'organiser politiquement le prolétariat mondial et de proposer des lignes d'action conjointe pour la classe contre l'exploitation et le capitalisme.

La Première Internationale est dissoute après la défaite de la Commune de Paris, en 1871. Des années plus tard, en 1889, après la mort de Marx, la Deuxième Internationale fut fondée par des partis socialistes et sociaux-démocrates qui avaient pour objectif d'organiser la lutte ouvrière au parlement et dans les rues face à l'offensive du capitalisme dans sa phase impérialiste.

Avec la participation de figures importantes comme Vladimir Lénine, Léon Trotsky et Rosa Luxemburg, cette nouvelle Internationale porta des combats progressistes remarquables, comme la lutte pour la journée de travail de 8 heures quotidiennes avec repos les week-ends, la commémoration du Premier Mai comme la Journée internationale des travailleur-ses en honneur des ouvriers anarchistes assassinés sur la place de Haymarket à Chicago et la commémoration du 8 mars comme la Journée internationale des femmes.

**Comment l'internationalisme se traduit-il en pratique ?**

La construction d'un autre monde ne se joue pas uniquement dans les moments où il semble évident de prendre position, comme face au génocide en Palestine. Le rejet de celui-ci et l'organisation du soutien international au peuple palestinien – à travers des mobi-

lisations massives, la constitution de brigades de solidarité, des appuis techniques et matériels, ou encore des mesures politiques telles que les embargos et les boycotts – constituent des formes concrètes d'internationalisme. Tout au long de l'histoire, ces manifestations ont joué un rôle majeur pour rendre visibles les luttes et, dans de nombreux cas, modifier les rapports de force. On peut en voir des exemples dans la guerre du Vietnam, la révolution sandiniste ou encore la révolution algérienne.

**Comment comprendre la fragmentation de l'internationalisme, notamment la montée des positions dites « campistes » ?**

Le mouvement internationaliste traverse une impasse globale, liée à des facteurs internes (faiblesses stratégiques, fragmentation) et externes (crise systémique d'un capitalisme désormais transnational). Les guerres récentes, l'escalade militariste et les dynamiques autoritaires rendent manifeste l'absence d'un internationalisme opérant.

Il faut d'abord considérer la recomposition du monde capitaliste. La transnationalisation du capital et l'émergence d'une puissance hégémonique conduisent à la coordination internationale des intérêts commerciaux. Concrètement, on assiste à un processus d'unification financière, idéologique et stratégique, amorcé avec les Accords de Bretton Woods, le plan Marshall, la création de l'OTAN, l'apparition du GATT au sortir de la Deuxième Guerre mondiale, ou en-

La Guerre froide a favorisé la pensée par « blocs ». Rassemblement pour dénoncer l'intervention des troupes du Pacte de Varsovie en Tchécoslovaquie pour mater le Printemps de Prague, Bâle, 21 août 1968. Une pancarte proclame que « L'URSS a besoin d'une deuxième révolution »; une autre « URSS hors de Tchécoslovaquie. USA hors du Vietnam ».

Claude Giger/Sozialarchiv



core le processus d'intégration de l'Union européenne, entre autres. Ce faux « *Monde libre* » ne constitue évidemment pas un véritable internationalisme, mais organise les intérêts capitalistes à l'échelle internationale.

D'un autre côté, il existe une confusion entre la solidarité entre les peuples et l'internationalisme comme stratégie politique de libération du capitalisme et, plus largement, de toutes les formes d'oppression. Cette confusion repose souvent sur une assimilation problématique entre les peuples et leurs États, favorisant une pensée par « blocs » héritée de la Guerre froide. Or, si la solidarité avec les peuples opprimés constitue bien une expression de l'internationalisme, le soutien à des régimes autoritaires au motif qu'ils seraient sous attaque impérialiste en est une déformation.

### Contre le campisme, quel internationalisme défendre aujourd'hui ?

Il est nécessaire de mener une réflexion générale sur l'anti-impérialisme, qui a toujours été et reste encore aujourd'hui substantiel du programme du mouvement internationaliste. Il s'agit assurément d'un concept stratégique, central, nécessaire pour faire face à l'offensive capitaliste actuelle et à sa dimension coloniale/impériale de réorganisation abrupte du système-monde. Mais l'anti-impérialisme court le risque de se transformer en un fétiche acritique, donnant place à des logiques qui s'éloignent du principe

émancipateur sous diverses formes. Nous soulignons la tendance – très liée à ce campisme dichotomique – de transformer parfois l'anti-impérialisme en une sorte de tiroir dans lequel tout entre, ouvrant à la voie à la justification de logiques qui ne s'accordent pas objectivement avec des standards minimaux d'émancipation et de transformation.

Il s'impose de lutter pour un anti-impérialisme de rupture, qui place le principe émancipateur au centre de son combat.

Premièrement, en dépassant définitivement des regards complaisants vis-à-vis d'acteurs internationaux qui, même en mettant en question l'hégémonie des États-Unis dans le système-monde, ne répondent pas à ces paramètres minimaux en termes émancipateurs ou même progressistes.

De plus, il est nécessaire d'identifier certaines puissances mondiales comme étant également impérialistes, en raison de leur trajectoire historique et de leur rôle oppresseur contre les peuples de leur environnement géographique. Bien que les États-Unis soient indiscutablement le principal acteur impérialiste, cela ne peut pas occulter qu'il existe aussi d'autres puissances impérialistes, comme l'Union européenne, la Russie ou la Chine par exemple.

Deuxièmement, il faut ramener l'anti-impérialisme à notre porte. Cela doit s'inscrire dans une réflexion sur la dialectique entre les dynamiques émancipatrices à leurs différentes échelles, afin

d'optimiser la praxis internationaliste du mouvement populaire. Complexifier la dialectique entre les sorties émancipatrices nationales/territoriales et l'articulation internationale nécessaire des processus de transformation sociale, avec la visée d'atteindre un degré suffisant de transnationalisation de l'intervention politique qui permette de faire face aux dimensions globales de l'offensive capitaliste et réactionnaire.

Le mouvement social doit se configurer comme un agent socio-politique opérant de manière autonome par rapport aux expressions institutionnelles du projet de libération qui peuvent exister – même lorsque des convergences stratégiques existent. Depuis cette autonomie, il doit pouvoir porter des agendas radicaux de rupture, générer des subjectivités collectives de transformation au-delà des limites de la politique étatique, et déployer des dynamiques à la fois conflictuelles et complémentaires vis-à-vis du champ institutionnel.

### Quelles conditions concrètes sont nécessaires pour construire un internationalisme durable et organisé aujourd'hui ?

L'internationalisme n'est pas un événement, une action isolée et discontinuée, comme l'est un acte de charité. Il s'agit d'une construction soutenue dans le temps, construite de manière systématique avec des tactiques et des stratégies claires, avec analyse et construction de synthèses politiques destinées à l'action collective et coordonnée

de divers groupes et collectifs. Des moyens humains, matériels et financiers, ainsi que des capacités techniques, sont indispensables à sa mise en œuvre. Enfin, la participation et l'échange avec les secteurs dynamiques et stratégiques de la lutte organisée est fondamental, il n'y a pas d'internationalisme possible sans échange et construction de stratégies conjointes.

Les réseaux sociaux peuvent remplir un rôle important dans un monde marqué par la révolution numérique. Ne pas tirer profit des facilités de communication qui s'imposent dans le monde actuel serait une erreur. Cependant, le cyberactivisme ne remplace pas la lutte dans les rues, au parlement et les différentes lignes de construction de base, de résistance et d'offensive. L'internationalisme a besoin de corps présents dans la lutte, les relations et les expériences de construction de processus concrets sont les catalyseurs de l'organisation internationaliste.

À travers la solidarité avec la Palestine s'est levé un nouvel internationalisme qui, en même temps qu'il dénonce la complicité des gouvernements occidentaux avec le génocide, agit comme une force interne de résistance face à la « fascisation » de nos sociétés. Le mouvement féministe est un exemple pour construire des horizons communs, des actions collectives depuis la pluralité, démontrant qu'il est possible d'unir massivité et radicalité pour avancer dans la transformation sociale.

Propos recueillis par Antoine Dubiau

# L'ANTI-IMPÉRIALISME DES IMBÉCILES

En Iran, depuis le soulèvement de 2022, le régime n'a cessé de chercher, dans chaque guerre et dans chaque crise géopolitique, les moyens de restaurer une part de l'autorité et de la respectabilité qu'il avait perdu. La guerre déclenchée par les États-Unis et Israël a ainsi, paradoxalement, aidé le pouvoir à se renforcer en redorant son blason (prétendument) anti-impérialiste. Ignorant les massacres de janvier 2026 – et tous les précédents – la gauche campiste de toute la planète s'est empressée de saluer la « résistance » du régime iranien, balayant, sans sourciller, les luttes internes du pays.

Le massacre de janvier 2026, au cours duquel des milliers de manifestant·es iraniens ont été tués en seulement quelques jours par les forces du régime théocratique, et ce pour avoir protesté contre la crise économique et la dictature politique, a rouvert une crise aiguë de légitimité du régime – à la fois interne et internationale.

Malgré le rabâchage médiatique occidental incessant qui justifie la guerre impérialiste des États-Unis et d'Israël, il ne faut pas comprendre celle-ci comme « l'antithèse » de la violence du régime iranien, mais comme l'un des moments par lesquels cette violence trouve les conditions de sa reproduction politique.

Ces événements ne constituent ni des séquences distinctes, ni deux violences opposées – l'une répressive et l'autre prétendument libératrice – mais les moments successifs d'un même processus contre-révolutionnaire. Autrement dit : la guerre extérieure a prolongé et approfondi la contre-révolution intérieure, tout en permettant au régime iranien de resserrer la cohésion interne et d'étouffer, une fois de plus, la contestation populaire.

## Qu'est-ce que le campisme ?

L'agression israélo-étasunienne renforce la militarisation de l'Iran, la répression et l'écrasement des soulèvements venus d'en bas. Elle accentue, en prime, une polarisation politique mortifère.

D'un côté : une partie de l'opposition, notamment monarchiste, a salué les bombardements impérialistes au nom de son hostilité au régime théocratique.

De l'autre côté : une partie des forces politiques est retombée dans l'orbite de la République islamique au nom de l'anti-impérialisme et du refus de la guerre.

Si la nature réactionnaire du premier courant pro-Israël et pro-génocide fait relativement consensus, celle du second demeure bien plus rarement interrogée. Elle est pourtant tout aussi réactionnaire. L'ambiguïté n'en persiste pas moins. C'est dans cette impasse que la question du campisme resurgit avec une acuité toute particulière.

Héritage de la guerre froide, la notion de campisme désigne la réduction du monde en deux camps : « l'impérialisme » (États-Unis, OTAN, Israël et ses alliés) contre la « résistance » (Iran, Russie, Chine, Syrie d'Assad...). Toute force située hors de ces deux camps – des projets comme le Rojava aux soulèvements démocratiques – est écartée comme suspecte ou comme « cheval de Troie de l'ennemi ». Toute critique des dictateurs est aussitôt disqualifiée comme « complicité avec l'impérialisme ». Quant aux mobilisations populaires, elles se voient réduites à un simple « relais de l'Occident » ou se voient instrumentalisées (dès lors qu'elles peuvent servir un camp).

La logique « l'ennemi de mon ennemi » se transforme en alibi : elle excuse la domination interne et détourne les luttes – y compris les manifestations contre les bombardements ou les sanctions occidentales – en les enrôlant dans une bataille géopolitique. Résultat : la solidarité internationale se retrouve paralysée, incapable de tenir ensemble l'anti-autoritarisme et l'anti-impérialisme.

Sous prétexte de prévenir toute « exploitation impérialiste » des révolutions, les campistes tendent à privilégier une gauche structurellement marginalisée, « prudente » et parfois condamnée à la défaite perpétuelle.

Cet « anti-impérialisme identitaire » privilégie la loyauté envers les États « anti-occidentaux » plutôt que l'analyse du capitalisme mondial. Il justifie par là même la répression, le patriarcat, l'homophobie et le colonialisme interne « au nom de la résistance ». Les victimes deviennent des « dommages collatéraux » ; la priorité absolue va à la lutte contre l'impérialisme occidental.

L'essayiste irlandais Fred Halliday qualifie ce type de pensée d'« anti-impérialisme des imbéciles ». Au nom de son hostilité aux États-Unis, cette posture renforce violemment, en pratique, un régime de type théocratique qui réprime les gauches, les minorités nationales, les féministes et les conseils populaires. Ce concept a

ensuite été repris par la militante syrienne Leila Al-Shami dans son livre *Burning Country* pour désigner les partisan·nes de Bachar al-Assad, lors de la révolution arabe des années 2010.

Du Budapest de 1956 à nos jours, cet anti-impérialisme des imbéciles n'en finit pas de masquer la violence et l'écrasement des révoltes par les États. On observe une telle tendance au sein de certains segments de la gauche blanche occidentale, mais aussi du mouvement décolonial. L'autrice relève de ce que l'on pourrait appeler le « blanchiment anti-impérialiste » (*anti-imperialism-washing*) : un usage stratégique de la rhétorique anti-impérialiste pour masquer, justifier ou minimiser les formes d'autoritarisme et de violence fasciste exercées à l'intérieur des frontières nationales – notamment lorsque ces régimes sont présentés comme des adversaires du pouvoir hégémonique occidental.

Ce qui est rejeté n'est pas tant la logique coloniale elle-même que l'identité de ceux qui l'exercent. Car si ces discours dénoncent le colonialisme des puissances occidentales, ils restent largement aveugles, et même complices, au « colonialisme interne » – c'est-à-dire à la manière dont des peuples minorisés (comme les Kurdes) décrivent leur rapport au pouvoir étatique.

Cette pratique s'accompagne également souvent d'un *gaslighting* racial. Le *gaslighting* désigne

De nombreux drapeaux de la République islamique d'Iran (qui ne sont évidemment pas systématiquement un signe de soutien au régime) et même un drapeau du Hezbollah étaient brandis lors de la manifestation « Lausanne antisioniste » du 11 avril 2026

François Graf / Strates



à l'origine la manipulation d'une femme par la mise en doute de sa parole et de son état mental par l'époux. Devenu un mot-clé de la psychologie puis un outil critique du féminisme, il englobe désormais un type de langage politique mensonger et violent, voire négationniste. Autrement dit l'invalidation épistémique des savoirs subalternes : des communautés ayant historiquement subi la domination impériale et la répression interne se voient « enseigner », depuis des positions de privilège relatif, la « bonne » interprétation de l'impérialisme et de la résistance. Cette posture condescendante ne se contente pas de réinscrire les hiérarchies coloniales du savoir : elle délégitime les analyses et les expériences vécues de celles et ceux qui sont soumis à des systèmes de violence imbriqués.

Les conséquences sont pour le moins tangibles. La République islamique d'Iran instrumentalise ce discours pour externaliser ses contradictions internes, qualifier les manifestants de « terroristes » et durcir son appareil coercitif. Cette logique contribue aussi à justifier les politiques discriminatoires menées contre les migrants afghans : en les érigeant en menace intérieure, le régime déplace sur eux la responsabilité de difficultés qui relèvent en réalité de sa propre crise politique, sociale et économique.

### Un régime en guerre contre le peuple

Après le génocide de Gaza et l'agression militaire d'Israël et des États-Unis contre l'Iran en juin 2025, cette logique campiste a dominé une partie de la gauche radicale mondiale. Aussi bien en Occident qu'en Amérique latine, en Afrique et dans le monde arabe. Elle a réduit la politique iranienne à un duel « Iran contre l'axe étasunio-israélien ».

Les soulèvements populaires, réprimés dans le sang depuis 2017, ont été soit passés sous silence, soit redéfinis par le discours officiel : « *infiltration du Mossad* », « *révolution colorée* », « *complot occidental* », etc. Une telle saisie transforme les mouvements sociaux en menace sécuritaire et légitime la répression – de la violence de rue aux exécutions –, sous prétexte d'« état d'urgence » ou de « moment inopportun ». Ce « campisme stratégique » accepte dans les faits le conservatisme au nom de la survie, et fait du peuple insurgé l'ennemi principal. Il se révèle pour ce qu'il est : profondément contre-révolutionnaire.

La dynamique géopolitique récente a offert aux campistes davantage de marges de manœuvre encore. Lors de la brève guerre d'Israël contre l'Iran en juin 2025, souvent désignée comme la guerre des Douze jours, l'expérience concrète de la destruction a renforcé les tendances anti-guerre en Iran. Cependant, après le massacre sanglant de janvier 2026 commis par le régime,

une partie de la société, épuisée et confrontée à l'impasse, a envisagé l'intervention étrangère comme un moyen de renversement et un « souffle d'espoir à court terme » – toutes les voies internes ayant été testées et le régime ne cédant sous aucune sorte de pression. Le massacre est largement perçu par la population comme une « guerre intérieure du régime contre le peuple », au cours de laquelle les manifestant·es ont été visé·es par des balles réelles. Condamner la guerre extérieure ou l'intervention impérialiste sans dénoncer explicitement cette guerre intérieure constitue dès lors une rhétorique campiste, en plus d'un contresens politique complet.

### Une trahison des mémoires du Sud

Depuis la contre-révolution islamique de 1979, une partie de la gauche nationale et internationale a subordonné l'analyse de classe et de genre à l'anti-impérialisme. Les protestations des femmes contre le port obligatoire du voile ont par exemple été marginalisées, contribuant involontairement à la consolidation de l'ordre religieux et patriarcal : celui-ci s'est vu présenté comme un gage d'« authenticité culturelle », un signe de distinction de l'Occident et un marqueur d'indépendance nationale.

Une narration s'est imposée : elle considère la Révolution iranienne sous l'angle exclusif de

l'anti-occidentalisme et, de ce fait, efface les forces séculières, féministes, queers, kurdes et socialistes. Ces dernières sont systématiquement rejetées comme des agents de l'Occident ou des distractions insignifiantes. Cette violence épistémique, que la philosophe Gayatri Chakravorty Spivak a qualifiée d'« *effacement du subalterne* », constitue un trait récurrent des discours de la gauche mondiale qui n'a pas réussi à décoloniser ses propres cadres analytiques.

Après l'effondrement de l'URSS, en 1991, cette orientation a perduré sous la forme d'un tiers-mondisme étatiste : la loyauté des populations a été transférée vers les États « anti-étasuniens », et les droits des femmes, des personnes queers et des minorités ont été subordonnés à l'« authenticité culturelle » et à l'« unité anti-impérialiste ».

Cette approche, à la fois eurocentrée et orientaliste, ignore la subjectivité des peuples non occidentaux. Elle ne considère la violence comme sérieuse que lorsqu'elle émane de l'Occident. Elle refuse de reconnaître que les populations du Sud global peuvent lutter pour des droits et libertés démocratiques existant en Occident. Elle condamne uniquement les puissances « au label occidental » et occulte la domination non occidentale ; elle réduit volontiers les empires régionaux à un rôle de « supplétifs de l'Occident ». ➔

« L'unité anticoloniale » se transforme purement et simplement en autoritarisme nationaliste.

Le campisme convertit la mémoire anticoloniale en instrument de légitimation des États postcoloniaux autoritaires. Il fait de l'État le sujet de la résistance et dépossède les peuples de leur légitimité comme de leur subjectivité politique. Ce faisant, il trahit des mémoires subalternes souvent constituées contre l'État lui-même. Paradoxalement, ces États, comme l'Iran, sont présentés comme « indépendants du capitalisme mondial » alors qu'ils demeurent des machines d'exploitation interne et de militarisme, soucieux, précisément, de s'intégrer au capitalisme global.

C'est très précisément dans son rapport aux marges colonisées de l'Iran que cette logique révèle le plus clairement sa violence. Car le campisme ne se contente pas d'effacer la pluralité des forces d'opposition iraniennes : il reconduit des hiérarchies internes, en reléguant au second plan, voire en disqualifiant, les luttes kurdes. À cet égard, il s'est souvent montré plus hostile aux Kurdes encore qu'aux Iranien·nes elles-mêmes, minimisant ou marginalisant la légitimité de leurs résistances.

Ces violences symboliques s'inscrivent dans une histoire plus longue, aggravée par le soutien actif, ou le silence, d'acteurs du monde arabe et de certains segments d'une gauche se réclamant de l'anti-impérialisme ou de la décolonialité. Le génocide d'Al-Anfal, mené par Saddam Hussein pendant la guerre Iran-Irak et ayant coûté la vie à environ 180 000 Kurdes en raison, simplement, de leur identité, illustre cette dynamique : au traumatisme lui-même s'ajoute le sentiment de trahison, renforcé par le soutien d'une partie du monde arabe et le silence ou la négation du fait par des intellectuels.

Plus récemment, en 2018, l'occupation d'Afrin, au Rojava, par l'armée turque a entraîné des violences systématiques, des déplacements et des destructions. Le Hamas a alors célébré cette occupation par la voix de Khaled Mashaal, cadre dirigeant historique : « *La victoire à Afrin est un symbole de la volonté de la Turquie. Si Dieu le veut, nous produirons de grandes épopées pour aider notre peuple* », avant de louer le leadership du président turc Erdoğan et de son parti au pouvoir depuis plus de 20 ans, l'AKP. Les événements ont malheureusement durablement rompu les liens entre les luttes kurdes et les luttes du

monde arabe ou perse, ainsi qu'avec certaines parties de la gauche autoproclamée anti-impérialiste, lesquelles ont trop souvent échoué à reconnaître et soutenir la lutte kurde – alors même que les mouvements kurdes ont historiquement soutenu la libération palestinienne et activement participé aux mouvements révolutionnaires régionaux.

### **Instrumentalisation étatique des sanctions**

Dans l'analyse campiste de l'économie politique iranienne – qu'elle soit le fait des intellectuel·les ou des figures décoloniales – tout se réduit aux « sanctions » occidentales. Les protestations populaires sont interprétées comme de simples « mécontentements économiques » et la crise est entièrement attribuée aux pressions extérieures, occultant le rôle central des politiques du régime.

La pauvreté découle en réalité de l'économie rentière et de la monopolisation des importations, que le régime instrumentalise. Les politiques sécuritaires et régionales ne sont pas de simples réactions à l'extérieur : elles relèvent de la logique de survie du régime, orientant les ressources vers les institutions coercitives et les projets idéologico-militaires – tandis que la population, elle, reste exsangue. Les sanctions contribuent ainsi à accroître la concentration des richesses au sein de l'oligarchie tout en consolidant les structures de pouvoir.

### **Arrêter de juger une cause à sa « récupération »**

La diffusion du campisme autoritaire passe aujourd'hui largement par les réseaux sociaux. S'y entremêlent légitimation de régimes autoritaires, anti-occidentalisme réducteur et, dans certains cas, antisémitisme et schèmes conspirationnistes.

Malgré des asymétries objectives entre Israël (soutenu par l'Occident) et la République islamique (sous sanctions occidentales), des mécanismes politico-symboliques similaires opèrent : drapeaux étasuniens/israéliens dans certains rassemblements « pro-Iran » ; drapeaux du régime iranien et portraits de Khamenei dans certaines mobilisations pro-palestiniennes. Autant de gestes susceptibles de transformer des luttes légitimes en justification de violence – tout en discréditant les résistances iraniennes et palestiniennes.

La même logique vaut pour le désormais célèbre slogan « *Femme, Vie, Liberté* » (*Jin, Jiyan, Azadî*). Ré-

cupéré par l'extrême droite occidentale ou diasporique iranienne ainsi que par des courants pro-génocide, il peut être instrumentalisé en vue d'appuyer la violence militarisée.

Les mouvements progressistes et radicaux du Sud global finissent trop souvent, une fois relayés en Occident, par être récupérés par la droite : on ne le sait que trop. Mais ce processus, que l'on pourrait qualifier d'« extractivisme de la résistance » par les pays occidentaux, reflète en miroir l'« extractivisme colonial ». On ne saurait évidemment conclure à l'abandon du devoir de solidarité. Le cas du mouvement queer l'illustre exemplairement : le *pinkwashing* n'annule ni sa portée libératrice, ni la nécessité de la solidarité. La légitimité d'une résistance ne dépend que de son contenu émancipateur et de son ancrage parmi les opprimé·es. Jamais de sa récupération.

Le campisme contribue très concrètement au maintien des injustices historiques et contemporaines. Il crée un vide politique par dispersion et fragmentation, progressivement comblé par la droite et l'extrême droite, dans la région comme dans le monde.

L'extrême droite diasporique iranienne occupe ce vide en simplifiant la Révolution et en diabolisant l'« anti-impérialisme ». Elle peut du même coup se présenter comme la seule force de changement. En homogénéisant artificiellement des populations (« Tou·tes les Ukrainien·nes résistant à la Russie sont nazi·es / Tou·tes les révolutionnaires syrien·nes sont djihadistes / Tou·tes les Iranien·nes en révolte soutiennent Israël ou les monarchistes »), le campisme se fait tragiquement le complice de la montée des forces impérialistes et réactionnaires.

### **L'extrême droite est partout l'extrême droite**

En France, aucune gauche conséquente n'accepterait de se ranger sous les drapeaux de l'extrême droite au motif qu'une puissance ennemie attaquerait le pays. Pourtant, lorsqu'il s'agit de l'Iran, certain·es jugent acceptable d'exiger des Iranien·nes qu'ils s'effacent derrière des forces réactionnaires, nationalistes, voire fascisantes.

Une telle asymétrie implique, en creux, que les peuples du Sud devraient se satisfaire d'un choix entre domination impériale et barbarie intérieure. Or, la République islamique constitue précisément

un régime qu'il faut nommer pour ce qu'il est : une formation de type fasciste, une extrême droite non occidentale.

Si le critère est le nombre de crimes commis, alors allons jusqu'au bout : le régime iranien, en 40 ans, a commis bien plus de crimes que l'extrême droite française. La cohérence politique impose donc de refuser, pour les Iranien·nes comme pour tout autre peuple, la moindre injonction à composer avec le fascisme au nom du « moindre mal » géopolitique. Ne demandons pas aux Iranien·nes d'accepter politiquement ce que nous refuserions absolument pour nous-mêmes, ici, en France. Nous ne marchons ni avec les fascistes, ni sous leurs bannières : nous les combattons, y compris lorsqu'ils s'approprient le lexique de la liberté pour en inverser le sens.

À l'instar de l'expérience soviétique, qui a largement contribué à discréditer le socialisme, le campisme en Iran fragilise la gauche et favorise l'extrême droite. Il accentue, en même temps, le fossé Nord-Sud et légitime la répression des mouvements anti-tyranniques dans le Sud. Le résultat est l'isolement des forces émancipatrices, la défiance des exilé·es envers la gauche du Nord (même celle des décoloniaux·ales) et l'effondrement de la solidarité internationale.

Alors que des prisonnières féministes kurdes, condamnées à mort dans la prison d'Evin, sont capables d'exprimer leur solidarité avec la résistance palestinienne – au risque de perdre une partie de leur soutien en Iran – les anti-impérialistes autoritaires et identitaires se montrent incapables, depuis leur confort en Occident ou ailleurs, de manifester une solidarité comparable avec les luttes populaires en Iran.

Parfois, et de manière encore plus grave, l'ensemble de leurs souffrances est nié ou mis en doute, générant des traumatismes sérieux qui vont s'entrelaçant aux traumatismes historiques. La solidarité régionale et mondiale s'en trouve lourdement affaiblie.

En un mot : il est urgent de dépasser le campisme. Sans quoi, c'est simple : nous ne parviendrons pas à reconstruire une gauche véritablement émancipatrice ni à revitaliser un internationalisme véritablement populaire. L'anti-impérialisme n'est authentique que s'il combat toutes les formes de domination, partout et pour toute et tous.

Somayeh Rostampour  
Article initialement publié dans *Frustration Magazine* et remanié par la rédaction

# UNE STAGNATION AUTORITAIREMENT ENTRETENUE

En 2025, le Maroc a été secoué par des mobilisations massives qui dénonçaient le régime monarchique et des conditions de vie toujours plus sinistrées. Malgré des projets immobiliers et d'infrastructures luxueux, le pays connaît en effet un taux de chômage colossal et, pour les jeunes, aucune perspective d'avenir ne se dégage. C'est dans ce contexte que la « Gen Z » est descendue dans la rue, sans pour autant parvenir à former une opposition organisée.

**S**ous contrôle monarchique total depuis la fin de la période coloniale, la population marocaine lutte sporadiquement contre la prédation et l'autoritarisme du régime.

## Inégale répartition des richesses

Si on en croit les indicateurs économiques, le Maroc est classé parmi les pays à revenu intermédiaire de la tranche supérieure, pour un revenu moyen par habitant de 7340 francs en termes de parité de pouvoir d'achat. Néanmoins, ce dernier ne représente que très mal la réalité, dissimulant l'inégalité de répartition des richesses au sein de la population. En effet, une infime partie de la société marocaine accapare l'essentiel des richesses du pays via sa mainmise sur l'État et ses capacités de capture des capitaux.

Le premier problème du pays est le défaut de création d'emplois, qui constitue un véritable boulet pour le Maroc. L'ouverture économique du pays à l'international et l'encouragement des investissements étrangers n'ont pas permis de compenser les faibles taux de productivité du travail qui continuent de stagner.

## Chômage de masse

Moins de quatre adultes sur 10 ont un travail, contre sept dans les pays de l'OCDE. Et parmi la population active, plus de la moitié des emplois sont non rémunérés, sous employés ou informels. Les premières victimes de ce chômage de masse sont les femmes et les jeunes. Seules 16 % des femmes en âge de travailler ont un emploi, et ce taux décline d'année en année. Un jeune sur trois âgés entre 15 et 34 ans (4,3 millions) sont des « NEET » (ni en emploi, ni en éducation, ni en for-

mation). Maintenir cette situation d'inégalités criantes est le produit du contrôle autoritaire exercé par le pouvoir monarchique, avec pour outils la répression, la corruption et le monopole de la parole publique. Évolution monarchique

En 1956, le Maroc a obtenu son indépendance. Le « protectorat », véritable colonisation française, avait été institué en 1912. Dès 1961, le roi Hassan II est parvenu à asseoir son pouvoir et à imposer une monarchie absolue qu'il dirigea de 1961 à 1999. Son projet politique visait à garder le Maroc dans sa forme « médiévale » : hiérarchisé, analphabète, phalocrate, agrarien et autoritaire. Pendant des décennies, le monarque a ainsi freiné la scolarisation de masse. C'est seulement à la chute du bloc soviétique qu'il commença à accepter une relative libéralisation de sa politique.

Durant toute cette période, les régimes gendarmes de l'Occident, souvent des dictatures sanguinaires, étaient tenus pour fréquentables. Ainsi, Hassan II a pu, impunément, torturer à tout va, noyer les manifestations dans le sang, faire exécuter sans procès ou suite à des parodies de procès, faire disparaître, garder les victimes, souvent jusqu'à leur mort, dans des geôles secrètes ou des mouirois, et condamner à des peines iniques tous types d'opposant·es. Ont subi ces affres les militant·es de gauche, les militaires, les Sahraoui·es indépendantistes, les islamistes, les syndicalistes... et même leurs proches ou, parfois, les personnes qui avaient le malheur de se trouver au mauvais endroit. L'indicible est illustré par la séquestration, dans le secret le plus total, de la famille d'un général putschiste : le plus jeune des enfants avait trois ans lors de leur enlèvement en 1972; il en avait 22 à sa libération en 1991.

Comme le régime avait complètement laminé toutes les oppositions, il a pu, lorsque la démocratie et les droits humains se sont imposés dans le discours dominant durant la dernière décennie du siècle passé, se payer le luxe d'une démocratie de façade. Sans remettre en cause l'omnipotence royale, cela est passé par la libération des détenues politiques et des disparues, la levée de la censure préalable sur la presse et autres imprimés, l'organisation d'élections locales et législatives de représentants dont les pouvoirs ne peuvent jamais, en

réalité, être en compétition avec les volontés royales.

## La résistance malgré tout

La répression de masse n'empêche pourtant pas le développement de mouvements sociaux plus ou moins sporadiques, et souvent réprimés de manière violente. Les plus notables des années récentes ont été ceux dénommés « Mouvement du 20 février 2011 », « *Hirak* du Rif en 2017 » et « Gen Z 212 ». Cette dernière, qui a appelé à des manifestations pacifiques l'automne dernier, a donné lieu à l'arrestation de plus de 6000 personnes, et les condamnations sont allées jusqu'à 15 ans de prison.

Les mouvements contestataires ne parviennent pas à changer la donne globale. Ils ne sont pas suffisamment pourvus d'une organisation solide, d'un programme convaincant, d'une assise nationale et de leaderships reconnus. Les clivages idéologiques et politiques (notamment entre islamistes, gauchistes et libéraux·ales) empêchent pour l'heure le développement d'une offre de changement motivante. Pourtant, des sillons se creusent qui permettent l'espoir, et les moments de rupture des situations instables ne deviennent évidents qu'une fois le changement consommé.

Fouad Abdelmoumni

Manifestation du mouvement Gen Z 212, Casablanca, 10 octobre 2025.



# CETTE VIEILLESSE QUE JE NE SAURAI VOIR

Le thème de la prochaine Université de printemps de solidaritéS, « Penser les angles morts de la gauche pour nourrir nos luttes », est l'occasion de réfléchir à l'impensé de la vieillesse au féminin au sein de la gauche radicale.

On le sait sans le savoir, on y pense furtivement et on passe à autre chose car nombreuses sont les luttes. Pourtant, l'absence des dernières étapes de la vie dans la critique anticapitaliste, tant dans les mouvements politiques et sociaux que dans les écrits théoriques ou militants, a de quoi interroger. La conscience de l'existence d'un âge de la vie, nommé vieillesse, et d'une catégorie de population, les personnes vieillissantes, s'exprime seulement lorsque des acquis sociaux ancrés dans le monde du travail sont menacés (par exemple les mobilisations contre la réforme AVS 21 en 2022). Cette absence d'attention à l'âge se double d'une disparition de la prise en considération des rapports sociaux de genre, ce qui rend les vieillesse féminines particulièrement invisibles.

L'impensé du vieillissement n'épargne pas les mouvements féministes. De longue date, les luttes se concentrent majoritairement sur la dimension sexuelle et reproductive : droit à l'avortement, droit à la contraception, lutte contre les violences sexuelles, la santé sexuelle, l'insécurité dans l'espace public, et, plus récemment les violences gynécologiques et obstétriques, la précarité menstruelle et le congé menstruel. C'est donc sur le corps sexué et reproductif que portent les revendications. Un autre terrain de luttes est constitué par le monde du travail, les inégalités salariales, les discriminations et le sexisme au travail, ainsi que la conciliation travail-famille. Mais on cherche en

vain les réflexions et revendications sur une catégorie sociale qui augmente en nombre et en proportion alors que la durée de vie qui ne cesse de s'allonger.

## Ni reproductives ni productives

Quelques voix s'élèvent pour parler de la ménopause, dans les milieux médiatiques par exemple le magazine français en ligne *Mesdames.media*, fondé par Maïtena Biraben, s'adresse aux femmes « de plus de 45 ans » mais peu de femmes de plus de 70 ans y sont représentées, ce qui fait écho au magazine *Vieux* fondé par Antoine de Caunes (le profil des fondatrices indiquant le public auxquelles s'adressent ces magazines : CSP+, urbain et cultivé).

Dans les milieux médicaux et professionnels aussi, on assiste à un début de réflexion, mais concentré sur la ménopause « au travail », avec des initiatives proposant des congés de ménopause sur le modèle des revendications pour un congé menstruel. La ménopause intervenant lorsque les femmes sont encore sur le marché de l'emploi, il s'agit donc du corps productif dont on se préoccupe, le « on » étant ici plutôt ancré dans la gauche progressiste.

Clothilde Palazzo-Crettol, Farinaz Fassa, Marion Repetti et Vanina Mozziconacci ont écrit, dans l'introduction à l'excellent numéro « Vieilles (in)visibles » de la revue *Nouvelles Questions Féministes* (2022) : « Ne plus participer officiellement à la production et à la reproduction condamne ainsi les vieilles à

la disparition en tant que sujet collectif ». Posons alors la question : pourquoi les féministes âgées ne se préoccupent-elles pas du vieillissement, celui qu'elles voient et celui dont elles font l'expérience à la fois sociale et intime, pour en faire une catégorie d'action collective ? Une hypothèse serait que les luttes féministes se posent en miroir de la domination patriarcale du corps féminin, en réponse de la bergère au berger, sans élargir le spectre au-delà de la période de vie que le capitalisme veut contrôler : la vie reproductive et productive.

## Inégalités et violences

Il y a pourtant de quoi faire. Si l'on s'en tient au cœur des luttes de la gauche, c'est-à-dire les inégalités sociales, on ne devrait pas ignorer que ces dernières se creusent avec l'âge et que non, tout le monde n'est pas égal face à la vieillesse et la mort. Ces inégalités se déclinent selon la classe sociale et selon le genre avec un cumul s'agissant des femmes. On pourrait aussi se pencher sur la différence d'espérance de vie et la « féminisation » de la population au grand âge dont on nous rabâche les oreilles dans les arènes politiques et médiatiques, mais dont les effets, à l'échelle des personnes, sont rarement discutés. Si vous avez déjà franchi le seuil d'un établissement médico-social (EMS), vous verrez une majorité de femmes qui, pour la plupart dans cette génération, ont vécu en couple et ont eu des enfants. Mais le différentiel d'espérance de vie cumulé avec le différentiel d'âge

au mariage ou de la mise en couple dans les pays occidentaux (le partenaire masculin était en moyenne plus âgé de quelques années – et ce phénomène est encore actuel) a un corollaire très concret : les hommes terminent plus souvent leur vie à domicile, les femmes en EMS ou à l'hôpital. Les femmes prennent donc soin de la fin de vie de leur conjoint, puis affrontent le grand âge seules, à domicile ou en institution.

On peut aussi se tourner vers les violences conjugales et féminicides au grand-âge qui ont leurs spécificités, notamment lorsque le conjoint est diminué dans sa santé. Les travailleur-euses de terrain (infirmier-es et aides à domicile, assistant-es social-es) ne connaissent que trop bien ce qui peut se jouer dans le secret des domiciles au grand âge lorsque le conjoint homme perd ses facultés cognitives et exerce de la violence verbale, psychologique voir physique sur sa compagne, notamment sous l'effet de l'affaiblissement des mécanismes d'inhibition.

Le même type de violence s'exerce aussi dans la situation inverse, lorsque c'est la femme qui est cognitivement vulnérable, par exemple en cas de maladie d'Alzheimer, et que sa capacité à effectuer les tâches ménagères, puis l'orientation dans le temps et l'espace, diminuent.

Le voile sur des mois ou des années de souffrance est souvent levé beaucoup trop tard, car les femmes âgées, du moins celles des géné-



rations qui sont, ou entrent actuellement dans le grand âge, sont plus isolées socialement que leurs cadettes (la sociabilité offerte par le monde du travail ou la scolarité des enfants est loin, le réseau des pairs d'âge s'étiole sous l'effet des maladies, entrées en EMS et décès) et, surtout, elles ne font l'objet que de très peu d'attention et de prévention s'agissant des violences domestiques. On mentionnera l'exception notable des recherches de Delphine Roulet Schwab et le travail de sensibilisation de l'association alter ego, mais il se concentre sur la maltraitance envers les personnes âgées en général.

Si les femmes de plus de 50 ans ont moins de risques de subir du harcèlement de rue, le vieillissement ne protège pas des violences sexuelles. De façon intéressante, le cas de Gisèle Pélicot n'a pas suscité beaucoup de discussions autour de son âge, alors que la question de la spécificité de viols répétés orchestrés par le conjoint dans cette tranche d'âge aurait pu être posée. On peut même se demander si c'est justement son âge qui a contribué aux errances médicales et à l'absence de prise en compte de symptômes physiques et psychiques durant des années : l'étrange fatigue, le brouillard cognitif, les pertes de mémoire et les symptômes dépressifs dus aux puissants somnifères et anxiolytiques dont son mari la

gavait n'ont pas amené à soupçonner une soumission chimique mais la post-ménopause d'abord et la maladie d'Alzheimer ensuite.

Les nombreuses consultations médicales ont été racontées par Gisèle Pélicot elle-même à la barre (puis restituées par le biais des nombreux comptes-rendus du procès sous forme d'articles de presse, de podcast et de livres), mais le rôle de l'âge qui occultait la piste de la soumission chimique n'a pas été questionné, ni pendant ni après le bouillonnement médiatique du procès.

### Moi, vieille? Jamais!

S'agissant du silence de la gauche radicale, une autre hypothèse s'ancrerait dans le refus de se dire « vieille » (et « vieux solidaire »)? Nos mouvements perpétuent-ils les mêmes stéréotypes négatifs que la population générale? Pourquoi le retournement du stigmate, qui essaime dans les milieux féministes n'est pas étendu au grand âge?

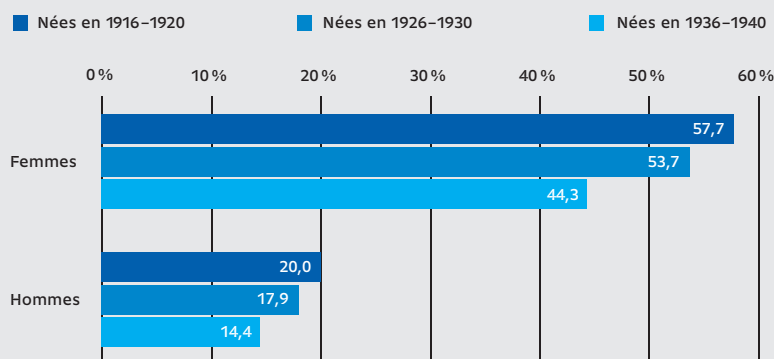
Quelques collectifs français et romands tentent ce retournement, en se nommant ostensiblement « vieilles », mais le phénomène est marginal. Peut-être que l'impensé du vieillissement par la gauche radicale révèle, en creux, l'expression des valeurs néolibérales du « vieillissement réussi », avec un refus chez les militantes de se positionner sur l'échelle sociale des âges : poursuivre l'activité militante, participer aux luttes,

dans la rue et les parlements, sur tous les sujets sauf le vieillissement. Cette piste nous oblige alors à examiner le validisme et le jeunisme à l'œuvre dans le monde politique, gauche radicale comprise. En Suisse, tous les grands partis ont désormais une section ou un parti indépendant « jeunes », la jeunesse devenant un ingrédient de la désirabilité politique. S'agissant de solidarité, ce phénomène devrait nous questionner sur le sens à donner, dans le choix de nos objets de lutte, de la notion d'intersectionnalité.

L'Université de printemps nous donnera l'occasion de réfléchir collectivement à ce que nous dit, en tant que mouvement, cette invisibilisation du vieillissement humain, en tant qu'avancement en âge, de fragilisation et rapprochement de la mort?

Cornelia Hummel

### PERSONNES VEVUES ÂGÉES DE 80 À 84 ANS



Source: OFS - RFP, BEVNAT

### UN PODCAST POUR ALLER PLUS LOIN

Si les femmes vivent plus longtemps que les hommes, elles meurent plus souvent seules. C'est notamment le cas dans les ménages hétérosexuels, où, après le décès de leur conjoint souvent plus âgé et dont elles ont pris soin jusqu'au dernier instant, elles font face à un important isolement social.

Si ces analyses sur le vieillissement féminin vous interpellent, nous vous invitons à écouter deux des derniers épisodes du podcast *Les Couilles sur la table*, animé par la journaliste Naomi Titi. On y apprend notamment que la prise en charge même de la mort, des derniers instants de vie aux soins apportés au corps des défunt-es, est traversée par d'importantes inégalités de genre, mais aussi raciales et de classe.

NR

Épisodes « Mourir de virilité » et « Ceux qui meurent, celles qui aident », *Les couilles sur la table*, Binge Audio



# CES RAISONS DE LIRE ET DIFFUSER CE JOURNAL VONT VOUS SURPRENDRE

Il y a bientôt un quart de siècle naissait le journal que vous tenez entre vos mains (ou lisez sur un écran). Son utilité, son contenu et ses modes de diffusion sont régulièrement débattus dans notre mouvement. Quelques éléments pour poursuivre le débat.

Le n° 1 de la « nouvelle formule » du journal *solidarités* est publié en janvier 2002. Il succède aux bulletins que publiaient les sections genevoises et neuchâtelaises. Le sous-titre de la publication est à l'époque *Le socialisme par en bas*. Le titre de une du numéro : « Palestine : halte à l'apartheid »...

« Contribuer au renforcement d'un mouvement politique à vocation nationale [...] mais aussi être un instrument et un relais au service des luttes sociales » et « œuvrer à la recherche de réponses nouvelles aux questions originales de notre temps » : c'est l'ambition qu'affiche l'édito de ce numéro inaugural.

Au titre du « renforcement », le Comité éditorial du journal, qui se réunit chaque semaine, a parfois été la seule instance interrégionale de notre mouvement en fonction. À celui de « recherche », c'est plus de 10 000 articles publiés ! Si la pagination et le rythme de publication ont un peu baissé depuis (24 voire 32 pages toutes les deux semaines au début !), les objectifs sont inchangés.

## Penser. Mobiliser.

Le journal continue d'être un hybride, entre un bulletin qui rend compte ou alimente nos luttes concrètes de terrain et une revue théorique *light* qui contribue à préciser nos orientations politiques et notre compréhension du

fonctionnement du système honni qui dirige le monde. Ce contenu est régulièrement débattu. Certaines camarades souhaiteraient lire des articles plus courts et mobilisateurs, d'autres voudraient que les articles s'allongent. Les critiques sur le suremploi de jargon et la complexité des articles sont régulières.

En 2018, un texte adopté instaurait une nouvelle « nouvelle formule » qui établissait un fonctionnement plus collectif du Comité éditorial, réduisait la pagination à 16 pages et introduisait une nouvelle maquette avec une mise en page plus flexible – toujours en vigueur. La nouvelle version devait contenir des articles « plus clairs, plus courts », mais cet objectif n'a jamais été atteint, car il implique une multiplication des auteur·ices à contacter et accompagner.

En 2019, une Conférence interrégionale de solidarités adoptait le texte « Pour un journal adapté à ses conditions de production et qui s'intègre à nos différents canaux de diffusion » qui précisait le fonctionnement et le contenu du journal et actait l'engagement d'un·e coordinateur·ice – poste qui n'a pu être financé que durant trois ans. Les sites internet du mouvement ont aussi été intégralement revus techniquement et graphiquement à cette époque.

## Diffuser

Lors de ces débats internes, la question du maintien d'une version papier a systématiquement été posée. À chaque fois, malgré le coût substantiel de celle-ci pour notre mouvement, elle a été plébiscitée. La possibilité de distribuer ce qui est de fait la carte de visite de notre mouvement lors des événements et le lien qu'il crée avec nos abonné·es sont les principaux arguments en faveur du papier. Plus prosaïquement, le fait que la deadline du bouclage oblige le Comité éditorial à finaliser, parfois dans des conditions rocambolesques, l'ensemble des articles qui composent un numéro, favorise indéniablement la production de « contenu ».

Mais que signifierait l'abandon du papier ou même d'une mise en page en pdf, où les articles rejoindraient dans un flux le reste de la production de contenu de notre mouvement, communiqués, tracts, vidéos...? À l'heure où les journaux perdent des lecteur·ices, entre autres parce que leur lecture n'offre pas des doses aussi élevées de dopamine que les réseaux « sociaux » ; à l'heure où les sites internet de médias voient leur fréquentation baisser parce que les résumés IA rendent leur consultation superflue, le pari du tout-numérique semble presque plus risqué qu'il y a quelques années, où l'éclosion d'internet puis des réseaux sociaux

semblaient rendre possible une large diffusion de nos publications.

Si la diffusion de nos orientations politiques et l'amplification de nos luttes ne s'appuie plus sur la figure mythique de la militant·e « de base » qui vendait le journal du parti à la criée, nous devons nous interroger sur les nouveaux canaux à notre disposition. Propriété de milliardaires, les plateformes dominantes censurent clairement le contenu politique – de notre camp social. Des critiques sur leur structure même et des effets que celle-ci produit, évoquons celui de l'oubli permanent : un flux continu dans lequel chaque gratification chasse la précédente. Dans ce cadre, nous pouvons au mieux répandre quelques grains de sable, indignations mobilisatrices qui déboucheront peut-être sur un engagement. Mais le travail d'organisation nécessite un long travail d'élaboration stratégique qui se nourrit de la mémoire militante.

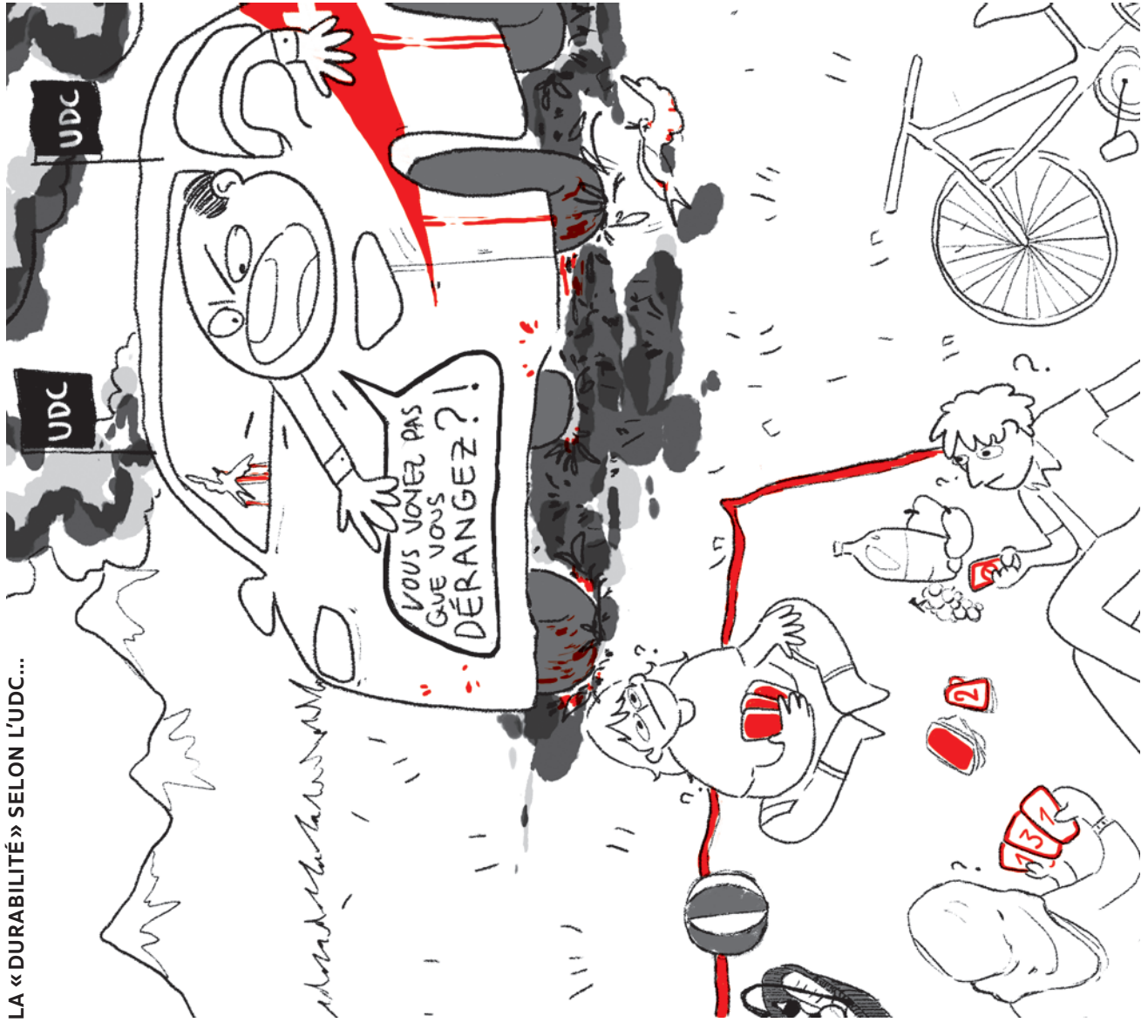
Le long travail de construction d'une organisation qui prend au sérieux la tâche de faire progresser et converger les luttes socialistes, féministes, écologistes et antiracistes (et toutes les autres) ne peut se faire qu'en assemblées démocratiques et par des discussions qui s'appuient, entre autres sur des textes, publiés par exemple dans un journal, dans la grande tradition de la presse militante.

La rédaction



La distribution de notre journal devrait être une tâche militante prioritaire. Stand de campagne, Lausanne, 14 février 2026.

LA « DURABILITÉ » SELON L'UDC...



JAB  
CH-1211 Genève 2  
P.P. / Journal

**LAPOSTE**  
Journal **solidarités** - Case postale 2089 - 1211 GENEVE 2

# solidarités

463

24.04  
2026

C'est quoi ce journal ?

**V**ous tenez en main le journal du mouvement anticapitaliste, féministe et écosocialiste **solidarités**, présent avant tout aujourd'hui dans les cantons de Genève, Vaud, Fribourg et Neuchâtel.

Il joue un rôle indispensable du point de vue de l'information alternative en Suisse

romande, afin que soient relayées les expériences de résistance, dans un contexte mondial où les inégalités se creusent.

Du local au national en passant par l'international, notre bimensuel donne des infos et des clés de lecture sur les thématiques qui nous concernent toutes et tous (travail, santé, logement,

politique internationale, rapports de genre, économie, écologie, culture...).

C'est une gageure de publier un journal militant qui offre à nos lecteurs et lectrices des points d'appui pour les luttes actuelles et à venir; mais il faut bien penser pour agir!

Abonnez-vous !

## Abonnements

# SOUTENEZ-NOUS, ABONNEZ-VOUS!

- Annuel fr. 80
- Étudiant-e-s, AVS, AI Chômeurs-euses 40
- Soutien 150
- 3 mois à l'essai gratuit!

**Vous pouvez vous abonner sur Internet:**  
[solidarites.ch/abonnement](http://solidarites.ch/abonnement)

**Pour vous abonner, modifier votre abonnement, pour tout changement d'adresse ou toute question concernant l'envoi du journal:**

→ **solidarités**  
Case Postale 2089  
1211 Genève 2  
ou [abos@solidarites.ch](mailto:abos@solidarites.ch)  
ou +41 22 740 07 40

## Sommaire

**3-5** **Votations**  
« Suisse à 10 millions »  
L'UDC, une popularité très patronale

**6-7** **International**  
Contre le campisme, reconstruire l'internationalisme

**8-10** **En mouvement**  
L'anti-impérialisme des imbéciles

**11** **Histoire**  
Maroc: une stagnation autoritairement entretenue

**12-13** **Âgisme**  
Cette vieillesse que je ne saurais voir

**14** **Extrême droite**  
Déclaration de Porto Alegre: unité contre le fascisme et pour la souveraineté des peuples

**15** **Journal**  
Ces raisons de lire et diffuser ce journal vont vous surprendre